

Jacques Testart, l'Homo qui fait parler *sapiens*

Après avoir mené une vie de scientifique de haut vol, de citoyen et de militant, le biologiste français Jacques Testart fait brillamment la synthèse. Dans ce monde brutalement dominé par les intérêts financiers immédiats, comment décider en faveur du bien commun ? En mettant « *l'humanité au pouvoir* », comme y invite son dernier ouvrage.

Jacques Testart, ne serions-nous plus en démocratie ?

— Je ne sais pas si on a déjà été vraiment en démocratie. Il y a des moments très démocratiques, par exemple une révolution, un mouvement de rue, un mouvement syndical important dans une entreprise. Les gens sont alors actifs en faveur du bien commun. Mais cela ne dure jamais très longtemps. Bien sûr, la dictature, c'est pire que ce que nous vivons. Mais de là à dire que l'on est dans une démocratie, simplement parce que l'on a voté pour avoir les dirigeants que l'on mérite, je pense que c'est un petit peu court. Outre le fait que les gens s'abstiennent de plus en plus de voter – en mai 2014, lors des européennes, aucun parti n'a atteint en France le score modeste de 10 % des voix des personnes en âge de voter –, ceux que l'on a élus ne respectent pas leur contrat avec la population : notre président par exemple. Ce qui est profondément antidémocratique.

Vous n'êtes pas tendre avec les élections. Dans votre dernier livre, vous écrivez : « *Les urnes, ces boîtes tranquilles dans lesquelles le peuple confie son avenir à la classe dominante grâce à des mécanismes rodés où règnent les modes de scrutin inégaux, les prérogatives des élus, les choix*

des médias... afin que rien, ou presque, ne change ». Pensez-vous que l'on va vers la faillite du système ?

— Je le souhaite mais en même temps il ne faut pas que l'on aille vers n'importe quoi. On est de plus en plus nombreux à faire des propositions variées pour un autre système, complètement différent. La réhabilitation du tirage au sort en fait partie.

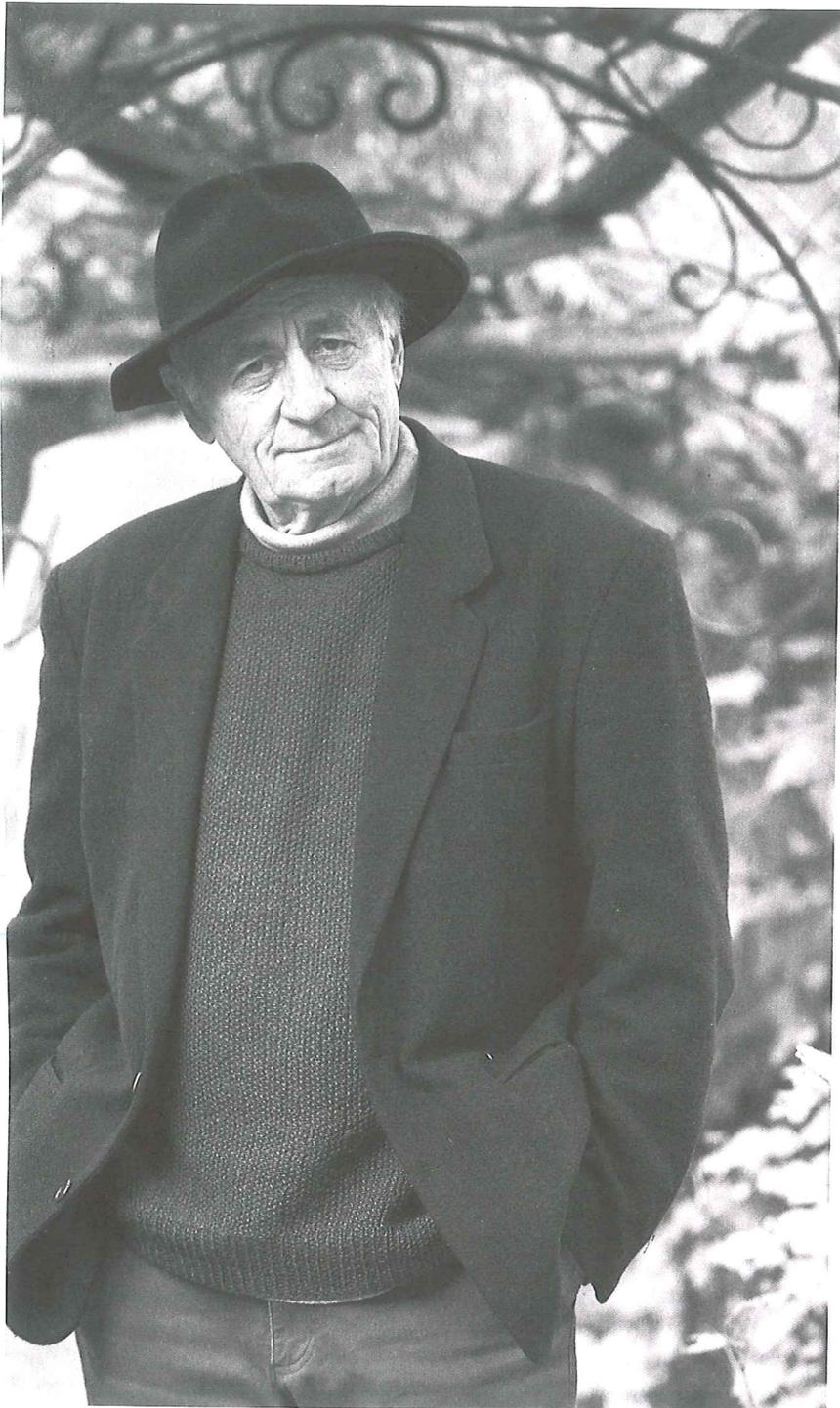
Vous dites aussi que les concertations telles qu'on les connaît sur des questions comme la construction de nouvelles centrales nucléaires en France ne sont que des leurre de la démocratie. Pourquoi ?

— Tout simplement parce qu'il s'agit de relâcher la pression qui monte, pour ne pas que la colère explose. Donc on fait croire aux gens qu'ils vont participer à la décision alors que, souvent, elle est déjà prise. Et les procédures proposées sont souvent manipulées. Ou alors le résultat de la consultation n'est pas pris en compte, sauf s'il correspond à ce que les responsables veulent. Je reviens sur le référendum à propos de la Constitution européenne de 2005. Il se fait qu'en France et aux Pays-Bas, on a voté largement contre cette proposition de Constitution. Et que les élus n'ont pas voulu assumer le choix de la majorité de

la population. Cet épisode est responsable, en France, du désintérêt, du dégoût parfois pour la chose politique. Ce qui est dramatique, celle-ci est fondamentale.

Comment en êtes-vous arrivé à faire le constat suivant lequel on peut se fier à la capacité des citoyens à raisonner et à décider dans l'intérêt public ?

— En 2002, j'ai été coorganisateur d'une conférence de citoyens en France, sur le thème « Changement climatique et citoyenneté ». C'était au moment où je présidais la Commission nationale du développement durable. Et j'ai été épaté de voir comment des gens ordinaires, à condition d'avoir accepté la tâche bien entendu, sont capables de réfléchir à un problème pour lequel ils n'ont aucune formation. Ces citoyens s'étonnent eux-mêmes de leur capacité à être autre chose que des consommateurs. Et, à la fin d'une conférence de citoyens, la plupart des participants regrettent que ce soit fini et aimeraient qu'on les reprenne pour une autre procédure. Comme il y a un tirage au sort dans la population, ils ne vivront probablement cela qu'une seule fois dans leur vie. Mais pour beaucoup, cette participation a changé leur rapport aux autres. Il y a des gens qui pleurent à la fin d'une conférence de citoyens.



Jérôme Pancioni

« Je me suis interrogé sur le type de procédure susceptible de faire prévaloir le bien commun. »

Pourriez-vous expliquer le titre de votre livre, *L'humanité au pouvoir* ?

— Les propriétés nouvelles qui apparaissent dans la tête des individus participant à ces groupes de citoyens tirés au sort peuvent être résumées à deux choses : l'intelligence collective et l'altruisme. Au cours de ce processus, les participants vont mettre leurs petits intérêts personnels entre parenthèses et penser à l'avenir de la planète, aux populations du Sud, à leurs arrière-petits-enfants qu'ils ne connaîtront jamais... à toutes ces choses auxquels les experts n'ont pas le droit de

penser, parce qu'ils sortiraient de leur expertise. Seuls des citoyens sont assez libres pour cela. Ces personnes développent un humanisme mais aussi une intelligence collective. Ce sont deux champs complémentaires dont l'humain est capable. Je ne le savais pas. Le mot *humanité* m'est venu en écrivant le livre¹. Il résume ce qui se passe dans la tête des gens quand ils sont dans cette situation.

Qu'est-ce qui contribuerait à faire surgir cette *humanité* ? L'information contradictoire apportée par les experts, la liberté pour les participants de poser toutes les

questions, et puis le regard des autres participants, le fait qu'ils passent trois week-ends ensemble, entre êtres humains, à examiner une question importante ?

— Oui, évidemment. Par leur parler, leur aspect, leur culture, etc., tous les participants sont différents. Mais cela s'oublie parce que chacun a l'audace de contribuer à un projet qui consiste à élaborer des propositions pour le bien commun. Une émulation de groupe apparaît.

Que l'on puisse créer ces conditions à volonté, avec des gens tirés au sort, cela m'a paru être une révélation. Depuis que cela m'est arrivé, en 2002, j'ai assisté aux sessions finales de plusieurs conférences de citoyens en France. J'ai été frappé par la solennité de la prise de parole de ces citoyens. Et je me suis aperçu que tous les sociologues qui ont travaillé sur la démocratie participative sont surpris de découvrir comment ces personnes sont capables de développer des qualités qui ne leur sont pas habituelles.

Vous parlez même d'une réalité anthropologique. Il y aurait donc, dans le cœur de l'homme, une propension à collaborer pour trouver des solutions sages aux grands problèmes qu'il doit affronter ?

— Je le crois vraiment. La question est alors : cette qualité humaine est-elle mise sous l'éteignoir par notre manière de vivre ? Est-ce que le système qui nous opprime nous dicte une façon d'être ? Ce que je sais, c'est que si l'on gratte pour que ces qualités apparaissent, cela marche ! Et c'est un outil extraordinaire. Je suis donc révolté, parce que cet outil n'est pas utilisé pour nous permettre de vivre de manière plus conviviale. Et en même temps je suis enthousiaste à l'idée de penser que c'est ainsi que l'on va pouvoir changer les choses, que les conférences de citoyens constituent l'aide à la décision la plus pertinente et démocratique.

Plus profondément encore, n'est-ce pas la collaboration entre les êtres humains qui nous a permis de survivre à travers les millénaires d'histoire de l'homme sur la planète ?

— Oui, c'est l'idée d'un « effet réversif de l'évolution », comme l'explique l'historien du darwinisme Patrick Tort. Cet effet consisterait à se donner des règles dans les rapports entre individus, permettant de cultiver la fraternité, l'altruisme, la convivialité et l'intelligence collective.

GRAND ENTRETIEN

❖ Quelles sont les conditions requises pour qu'une conférence de citoyens puisse réellement fonctionner ?

— Pour aboutir à un groupe de 15 personnes, qui semble être le nombre idéal, il faut tirer au sort 200 individus, sur des listes électorales par exemple. Puis les contacter toutes et écarter celles qui ne souhaitent pas participer. L'expérience montre qu'il n'en restera qu'une soixantaine environ. Ensuite il faut écarter toutes les personnes qui auraient un intérêt particulier à défendre, en raison de leur métier, de leur situation sociale, de leur opinion. On recherche donc volontairement des « naïfs », avec la plus grande diversité possible : hommes/femmes, catégories socio-professionnelles, âges, régions d'origine, etc. Les personnes sélectionnées doivent être préservées de toute influence extérieure. Il faut qu'elles restent anonymes jusqu'à la remise de leur avis. L'objectif étant de donner aux décideurs le point de vue de la collectivité humaine, si elle était en position d'être informée et libre de se prononcer sur un sujet controversé.

« On recherche volontairement des 'naïfs' »

Nous avons rédigé un projet de texte de loi sur les conventions de citoyens il y a sept ans, en espérant que le Parlement français s'en emparerait pour en discuter – nous attendons toujours. Concrètement, nous proposons, pour chaque convention, un comité de pilotage composé d'une dizaine de personnes : deux juristes ou sociologues qui connaissent la procédure, plus des personnes porteuses d'opinions variées à propos de la question posée à la convention de citoyens. La mission du comité de pilotage est d'établir par consensus le programme de formation, de choisir les thèmes traités, de répartir le temps de parole entre les personnes qui viendront discuter avec les citoyens. Le sujet doit en effet être nourri d'arguments contradictoires. C'est la seule façon de tendre vers la plus grande objectivité possible du programme de formation. L'animation du groupe est faite par un psychosociologue. Il faut trois week-ends, dont deux de formation. Lors du dernier week-end, pour parfaire leur avis, les citoyens deviennent les pilotes et demandent à faire comparaître des individus qui ne leur ont pas été proposés.

Cette troisième phase est publique. Et c'est assez stimulant de voir les citoyens, devenus plus savants, se prendre au jeu et se montrer plus incisifs vis-à-vis des experts.

Au terme du processus, les 15 citoyens se réunissent, souvent toute la nuit suivante, pour élaborer leur avis. C'est à l'aube qu'ils tiennent une conférence de presse avant que le groupe soit dissous.

Jusqu'à présent, il y a eu des centaines de conférences de citoyens à travers le monde, mais jamais selon la même procédure. C'est pourquoi nous nommons « convention » notre procédure rationalisée.

L'usage qui sera ensuite fait de cet avis n'est-il pas une condition *sine qua non* de bon fonctionnement des conventions de citoyens ?

— Absolument. Parce que si les citoyens ne sont pas persuadés que cela va servir à quelque chose, ils ne travailleront pas aussi bien. Il faut qu'il y ait une issue politique, donc un engagement de la part de l'organisateur de la convention qu'il va assumer l'avis des citoyens, sauf oppositions clairement justifiées. Voilà pourquoi nous menons un combat en faveur de l'inscription de cette procédure dans la loi.

Vous êtes militant depuis des décennies. Pourtant, vous dites que le militantisme est « indispensable et toujours insuffisant ». Pourquoi ?

— Il faut des militants pour répandre des idées dans la société. Et les militants peuvent intervenir dans les comités de pilotage ou dans les formations données à des conventions de citoyens. Mais le militant n'est pas là pour faire la décision dans un jury. C'est de la recherche d'une certaine objectivité que naît la crédibilité de l'avis donné par les conventions de citoyens.

Si nos élus étaient des gens honnêtes et responsables, ils devraient s'emparer de cette innovation sociale, qui les aiderait énormément dans leurs prises de décisions. Alors qu'aujourd'hui ils sont obligés de prendre ce qui vient de porteurs d'opinions ou d'intérêts.

Le problème n'est-il pas que les élus ont peur d'être dépossédés d'une partie de leur pouvoir ?

— Au début, ils disent effectivement, « c'est la rue qui va décider ». Mais si on leur explique que c'est pour les aider à prendre de bonnes décisions, alors ils sont un peu plus à l'écoute. Et la plupart des élus me disent : « C'est formidable votre truc, il faut qu'on en reparle... » Mais on n'en reparle pas. Il est très difficile de faire passer une idée nouvelle...

Pour qu'on en reparle, il faudrait qu'il y ait une pression. Il faudrait que des associations, des partis politiques reprennent cette idée et la défendent un peu partout. Le mieux est que ce soit institué au niveau de l'Europe, voire du monde, là où les vraies décisions se prennent. Peut-être qu'au Parlement européen on pourrait débattre de cette idée, ce serait une avancée considérable.

Nous proposons aussi que toute convention de citoyens soit suivie d'un débat devant le parlement concerné, au cours duquel celle ou celui qui s'oppose à l'avis exprimé par les citoyens explique pourquoi il s'y oppose. Cela soulignerait la responsabilité des élus.

Vous pensez que les personnes qui participent à ces processus sont des supercitoyens... qui s'ignorent, dans la mesure où la convention de citoyens semble réveiller quelque chose chez eux ?

— Effectivement, cela réveille la fibre du bien commun. Je pense que les participants sont pour la plupart des gens qui votent, qui expriment un point de vue à chaque fois qu'on le leur demande. Mais ils se saisissent de la convention de citoyens comme d'une vraie opportunité démocratique qui peut avoir des conséquences pour l'humanité.

Pourquoi le côté égoïste a-t-il tendance à s'effacer chez les participants à ce processus ?

— Beaucoup oublient leur trajet personnel et se mettent dans la peau d'un *Homo sapiens* à qui on pose une question qui concerne les autres autant que lui. Et qui va s'efforcer de donner un avis, avec quelques congénères qui ont été tirés au sort dans les mêmes conditions. C'est un acte de citoyenneté majeur, évidemment. Les gens s'impliquent en retirant une partie de leurs intérêts personnels. Ce sont bien sûr des êtres humains, pas des zombies, et ce qu'ils ont vécu va forcément influencer leur avis. Mais ils vont se comporter en citoyens de façon volontaire, parce qu'ils pensent que c'est important.

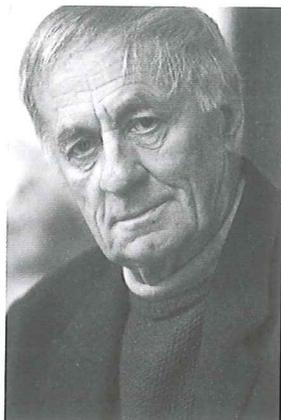
Cette procédure serait donc capable de faire s'exprimer le côté sage – *sapiens* – de l'être humain ?

— Bien sûr, et c'est frappant de voir les idées nouvelles et de bon sens qui apparaissent, comme, en 1998, d'obliger ceux qui veulent cultiver des OGM à prendre une assurance. Or il n'y a aucune assurance qui accepte de couvrir ce risque. Ou, en 2002, la proposition de taxer le carburant des avions. Ce qui a été concrétisé depuis, mais beaucoup trop timidement.

D'Amandine à l'humanité

Jacques Testart est un biologiste français né en 1939. Découvert par le grand public en 1982 pour avoir permis la naissance d'Amandine, le premier bébé-éprouvette en France, l'homme est très actif depuis une cinquantaine d'années dans les grands débats politiques, éthiques et sociaux. Auteur d'une trentaine d'ouvrages, Jacques Testart a découvert la militance dans l'effervescence de Mai 68. Aujourd'hui, ce grand monsieur plein d'empathie se dit « critique de science », c'est-à-dire « une personne qui s'autorise à porter des jugements plutôt qu'à applaudir religieusement toutes les productions de laboratoire ». Cet homme vif, passionné, est président d'honneur de la Fondation sciences citoyennes et membre du Conseil scientifique d'Attac. Son dernier livre, *L'humanité au pouvoir – Comment les citoyens peuvent décider du bien commun*, sort à la mi-janvier aux éditions du Seuil¹.

1. 160 p., 17 euros.



Jérôme Parroton

C'est parce que notre époque est caractérisée par le développement ultrarapide de la technoscience que nous avons un besoin urgent de mettre en œuvre une vraie sagesse citoyenne ?

— *L'humanité* peut permettre de résister aux bouleversements engendrés par l'Anthropocène, cette ère géologique nouvelle où tout est chahuté, de l'environnement global jusqu'à la nature de l'homme, à partir d'innovations technologiques. Cela va de la machine à vapeur jusqu'aux nanotechnologies aujourd'hui. Et le changement climatique en est un résultat indirect. La façon de résister est de développer une intelligence critique par rapport à la technoscience. Je revendique le titre de « critique de science », parce qu'il est urgent de donner aux citoyens l'audace de penser ce que l'on appelle encore la science, qui n'est souvent que la technoscience aujourd'hui.

Les gens se sentent souvent dépassés, ils considèrent que c'est une affaire de spécialistes et que la science représente « le progrès », comme le dit une vieille idée. Critiquer la science serait donc être contre le progrès. Or la science n'a plus pour but principal la production de connaissances, mais cherche essentiellement à modifier le monde selon des intérêts qui dépendent des marchés.

Les chercheurs sont ceux qui, aujourd'hui dans les laboratoires, élaborent notre façon de vivre demain. L'une des astuces du système est de les mettre dans une situation telle qu'ils ne peuvent pas s'interroger sur le sens de leur travail. *L'humanité* peut être un moyen d'affronter ces questions. Le réchauffement climatique est un exemple de sujet où des conventions de citoyens, organisées sous l'égide de l'ONU, permet-

traient de faire des propositions très fortes, qui prendraient en compte l'intérêt de l'humanité et non de tel pays ou de telle caste.

Quels sont les pays ou régions du monde qui ont déjà fait des expériences remarquables dans ce domaine ?

— Ce sont des parlementaires danois, aidés par des sociologues, qui ont inventé les premiers jurys de citoyens à la fin des années 80. En France, nous sommes les premiers à avoir établi, il y a sept ans, un protocole complet, reproductible, pour les conventions de citoyens. En Belgique, il y a quelque années, vous avez connu le G1000.

« Je suis critique de science »

Vous constatez, dans votre livre, qu'il n'y a pas d'opinion publique autre que celle que fabrique le système. Or, en France, les principaux médias sont aux mains de grands groupes financiers ou industriels aux intérêts très marqués en faveur du système tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Par quelles autres voies comptez-vous vous faire entendre pour essayer, comme vous le dites, « de faire du citoyen l'acteur à part entière de son devenir » ?

— Cela amusera un peu les grands médias quand mon livre va sortir. Ils vont dire : « C'est une bonne idée... mais un machin de gauchiste ». On ne sera pas aidés, parce que les propriétaires des grands médias font partie des lobbies dont l'intérêt n'est pas le bien commun.

L'association Sciences citoyennes compte donc sur le travail associatif. Le rôle du

militant, dans la vie de tous les jours, est de défendre des points de vue. Avec le souci d'éveiller les gens à la critique, de leur donner le courage de s'informer et l'audace de porter des jugements. Différents groupements – partis, syndicats, associations – doivent donc mener des actions à destination des parlementaires pour essayer de faire avancer cette idée.

Vous avez 75 ans : votre projet est-il lié à cette période de votre vie, qui est celle de la sagesse ?

— Oui, mais aussi à ma trajectoire personnelle. J'ai été trompé ou débordé, selon les périodes, par les choses que j'avais réalisées. Ce qui m'a amené à me poser la question : qui peut décider ? Dans la technoscience, ce n'est pas le chercheur qui décide, mais des intérêts économiques et financiers. Tout ce système devrait être repensé en fonction du bien commun. Je me suis donc interrogé sur le type de procédure susceptible de faire prévaloir le bien commun.

Lorsque vous rêvez, vous imaginez des conventions de citoyens sur quels sujets ?

— J'envisage un élargissement des thèmes qui, jusqu'à présent, ont toujours été confinés à la technoscience et à la bioéthique. Pourquoi pas des sujets complètement politiques, comme la compétition économique... Est-ce que le but de l'homme est d'être en compétition avec les autres ? J'imagine que les gens en Inde, en Amérique du Sud, ici ou ailleurs, diraient : « Le but de notre vie ne serait-il pas plutôt de vivre mieux, de manière un peu plus frugale pour ne pas détruire la planète, d'échanger avec les autres, de développer la convivialité, tout ce qui pourrait donner du sens à notre vie » ?

Les conventions de citoyens sont donc un outil à la dimension d'*Homo sapiens*. Il devrait être géré par des institutions internationales, pour le bien commun de tous. La convention de citoyens, c'est *Homo sapiens* qui parle.

— **Propos recueillis par André Ruwet**

¹ Jacques Testart précise qu'il a découvert récemment, à l'occasion d'un entretien avec un journal catholique, que le mot *humanité* existait déjà. Il a en effet trouvé un livre, écrit par un Suisse, qui emploie le mot mais dans un sens différent, pour caractériser l'assistance que des bénévoles peuvent apporter à des personnes en fin de vie.

En savoir plus

Le projet de texte de loi sur les conventions de citoyens se trouve sur jacques.testart.free.fr/